



Un an de carnage.

Honorer les victimes en agissant pour la paix et la justice

Union des progressistes juifs de Belgique

Nous sommes un an après le 7 octobre. Un an de massacres inouïs. Aujourd'hui, comme hier, nous pleurons les civils israéliens et les travailleurs immigrés massacrés par centaines sous la direction du Hamas, les Palestiniens massacrés par dizaines de milliers par l'armée israélienne, ainsi que les milliers de Libanais. Nous pleurons avec celles et ceux qui ont perdu des proches, hommes, femmes et enfants, avec les déplacés qui ont tout perdu, avec celles et ceux qui sont injustement détenus ou maintenus loin de chez eux, avec celles et ceux qui ne peuvent faire leur deuil puisque le carnage continue.

Après un an de bombardements continus, il apparaît clairement que l'objectif principal du gouvernement israélien n'est pas de sauver ses otages ou de protéger sa propre population. C'est pourquoi de nombreuses familles d'otages dénoncent l'abandon et l'instrumentalisation de leurs proches. L'objectif du gouvernement israélien est de se maintenir au pouvoir tout en accélérant le nettoyage ethnique des Palestiniens, à travers une politique génocidaire. Il s'agit de rendre Gaza invivable, et nombreux sont ceux qui craignent que le gouvernement israélien réserve le même destin funeste à la Cisjordanie et au Liban.

Rien n'a jamais été fait pour contraindre les gouvernements israéliens à respecter le droit international et cela continue alors que l'actuel commet les pires tueries et destructions et qu'il fait tout pour étendre le conflit. L'État israélien se moque des résolutions et des condamnations des instances internationales et n'a aucune raison de se soucier des timides remontrances de ses alliés, USA en tête, qui poursuivent leur soutien économique et leurs fournitures d'armes de destruction massive. L'arrêt de ce soutien contraindrait Israël à accepter un cessez-le-feu et la libération

des prisonniers palestiniens contre celle des otages encore vivants. Ce soutien armé et économique fait des alliés d'Israël, dont la Belgique, des complices de ses crimes contre l'humanité.

Toute solution sérieuse ne peut faire l'économie de la pression internationale. Et si elle aspire à la paix à long terme, elle devra reconnaître la continuité de la Nakba : le fait que l'État d'Israël s'est fondé à travers le nettoyage ethnique de 800.000 Palestiniens. Près des trois quarts des habitants de Gaza aujourd'hui sont les descendants des réfugiés palestiniens de 1948. En juillet dernier, la Cour Internationale de Justice a rappelé que l'occupation des territoires palestiniens par Israël depuis 1967 est « illégale ». Le 18 septembre dernier, cet avis a mené à une résolution historique. L'assemblée générale des Nations Unies exige d'Israël, dans un délai de douze mois, de mettre fin à sa présence illicite dans le territoire palestinien occupé, de mettre fin à ses activités de colonisation, mais aussi de restituer les biens spoliés depuis l'occupation de 1967.

Après avoir voté favorablement cette résolution, il est impératif que la Belgique s'en empare et prenne des mesures concrètes. L'exécution de cette résolution serait un premier pas vers une solution qui devra garantir l'égalité des droits pour toutes celles et ceux qui vivent entre la mer et le Jourdain, ou qui en sont exilés. Pour ne pas être condamné à voir l'horreur se perpétuer, honorer la mémoire de toutes les victimes impose de reconnaître qu'elles s'inscrivent dans un conflit colonial auquel il s'agit de mettre fin. Cela fait un an que les bombes sèment chaque jour la mort et la désolation. La Belgique doit agir, sur le pas des avancées des Nations Unies. ■